

Les systèmes alimentaires et agricoles territorialisés : des leviers vers la transition ?

Nathalie Corade, Marie Lemarié-Boutry, Kevin Maréchal et Julien Noel



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/economierurale/10548>

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2022

Pagination : 9-15

ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Nathalie Corade, Marie Lemarié-Boutry, Kevin Maréchal et Julien Noel, « Les systèmes alimentaires et agricoles territorialisés : des leviers vers la transition ? », *Économie rurale* [En ligne], 382 | octobre-décembre 2022, mis en ligne le 01 janvier 2024, consulté le 11 janvier 2024. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/10548> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/economierurale.10548>



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

INTRODUCTION

Les systèmes alimentaires et agricoles territorialisés

Des leviers vers la transition ?

Nathalie CORADE, Marie LEMARIÉ-BOUTRY • Bordeaux Sciences Agro, Inrae, UR ETBX, Gazinet Cestas, France

Kevin MARÉCHAL, Julien NOEL • Université de Liège, Gembloux Agro-Bio Tech, Laboratoire d'Économie et Développement Rural, Belgique

« Une crise est nécessaire pour provoquer des innovations dans le système agricole et alimentaire » (Rouillé d'Orfeuill, 2018). Entre scandales sanitaires, perturbations économiques et sociales, périls environnementaux, ce système, depuis longtemps mondialisé, fait l'objet de nombreuses remises en question. La pandémie liée à la Covid-19 débutée en 2020 ainsi que la guerre en Ukraine de 2022 démontrent ainsi la fragilité du système alimentaire mondial et son incapacité à assurer la sécurité alimentaire dans le monde (FAO, 2022)¹. Dans le concert des solutions envisagées, la reterritorialisation des filières alimentaires, les circuits courts et/ou de proximité et d'autres réseaux alternatifs portent avec eux une « promesse de différence » (Le Velly, 2017) en termes de transition qu'il convient d'étudier.

Ce numéro spécial s'inscrit dans le prolongement des réflexions francophones publiées depuis plus d'une dizaine d'années par la revue *Économie rurale* et consacrées en particulier aux systèmes agroalimentaires localisés (SYAL) (dossier coordonné par J. Sanz Cañada et J. Muchnik, 2011), et plus récemment aux circuits courts alimentaires (CCA) (dossier coordonné par D. Requier-Desjardins et L. Roudart, 2019).

Les systèmes alimentaires, entendus de manière générique comme « la façon dont les Hommes s'organisent dans l'espace et dans le temps pour obtenir et consommer leur nourriture » (Malassis, 1994) ont fait l'objet de plusieurs approches. Celle des SYAL étudie depuis une trentaine d'années les synergies organisationnelles et fonctionnelles entre différents acteurs liés à un territoire particulier (Sanz Cañada et Muchnik, 2011 ; Muchnik *et al.*, 2008). Celle des CCA cherche à démontrer les plus-values localisées de ces modes de commercialisation de produits agricoles en termes de revenus agricoles, de qualités des produits, ou bien encore d'ancrage et de durabilité, en particulier pour les territoires ruraux (Chiffolleau, 2018 ; Maréchal, 2008 ; Maréchal *et al.*, 2019).

1. Rapport 2022 sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde (chapitre 2), <https://www.fao.org/3/cc0639en/online/sofi-2022/food-security-nutrition-indicators.html>.

INTRODUCTION

Mais, après « le temps des SYAL » (Muchnik et de Sainte Marie, 2010), ayant mis à jour les processus de relocalisation des activités de production/transformation agri-alimentaires, et celui des CCA, porteurs « d'un bien manger sur le territoire » (Maréchal, 2008) et « d'innovations sociales » (Chiffolleau, 2018), ce dossier propose d'élargir les réflexions sur ces sujets. Pour cela, il adopte l'angle des systèmes alimentaires territorialisés (SAT) et d'une de leurs composantes structurantes, les circuits alimentaires de proximité (CAP), notions qui nous semblent plus à même de refléter les processus de reterritorialisation, de changement d'échelle et d'intermédiation actorielle en cours dans les chaînes alimentaires (Noel *et al.*, 2021).

Entendue comme « un ensemble cohérent de filières agro-alimentaires localisées dans un espace géographique de dimension régionale » (Rastoin, 2015), la notion de SAT, qui s'inspire fortement de la conceptualisation des SYAL, cherche à aller un peu plus loin. Elle propose notamment un cadre opérationnel pour penser la gouvernance alimentaire, organisée autour d'une coévolution et d'une combinaison de diversité de produits, de circuits et de modèles alimentaires, dans une perspective plus macro (bassin de vie) (Rastoin, 2015 ; Maréchal, 2008). Les réflexions menées autour des SAT trouvent en outre un prolongement dans le concept de systèmes alimentaires du milieu (SYAM), qui cherche à comprendre les processus d'évolution des systèmes alimentaires localisés, au vu notamment des hybridations et des intermédiations que connaissent certains d'entre eux (Chazoule *et al.*, 2022 ; Le Velly *et al.*, 2021). Dans ce cadre, s'interroger sur ces systèmes conduit selon nous à questionner également le rôle des circuits ou chaînes alimentaires de proximité dans leur construction et leur structuration (*cf.* Praly *et al.*, 2014 ; Mundler et Rouchier, 2016 ; Chiffolleau *et al.*, 2017).

Plus globalement, notre positionnement s'inscrit dès lors dans la perspective élaborée notamment par les CIVAM², qui nous invitent à « replacer les systèmes alimentaires et agricoles au cœur des territoires » (Réseau Civam, 2017). Leur approche en termes de systèmes alimentaires et agricoles territorialisés (SAAT), cherche en particulier à favoriser des processus de transition vers des systèmes de productions agricoles durables, ainsi que des conditions d'accessibilité à une alimentation choisie par et pour tous.

Dans cette transition agri-alimentaire attendue, les circuits courts et/ou de proximité sont notamment étudiés en raison de leur potentiel transformatif (Chiffolleau, 2018 ; Rossi, 2017). D'après la grille de lecture des *transition studies* (Schot et Geels, 2008), ces innovations de niches seraient susceptibles d'engendrer les changements fondamentaux nécessaires à une transition socio-technique du système agro-alimentaire (Chiffolleau, 2018 ; Bui *et al.*, 2016 ; Deverre et Lamine, 2010). En réinterrogeant les processus de fixation des prix, la notion d'intermédiation au sein des filières, ou encore la concurrence sur un territoire, ces initiatives constituent de véritables « laboratoires vivants » au sein desquels les acteurs et actrices explorent d'autres manières de faire économie, d'autres façons de s'organiser, d'autres modèles d'affaires. Sur la base des cinq principes formulés dans Gliessman (2016) et des dix éléments de la FAO (2018), nous pouvons d'ailleurs les considérer comme des innovations participant de la transition agro-écologique, en particulier si celle-ci est réfléchie à l'échelle des territoires (Rouillé d'Orfeuill, 2018). Établie comme échelle intermédiaire entre, d'une part, l'exploitation et son environnement écologique et, d'autre part, l'ensemble du système alimentaire dans lequel cette dernière s'insère, l'échelle territoriale permet d'analyser les alliances et interdépendances établies entre acteurs locaux (agriculteurs, consommateurs, autorités locales ou régionales, secteur associatif et coopératif...).

2. CIVAM : Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural, <https://www.civam.org>.

Pour ce faire, ce dossier sur les systèmes agricoles et alimentaires territorialisés (SAAT) et les circuits alimentaires de proximité (CAP) s'appuie, au niveau méthodologique, sur plusieurs dispositifs de recherche-action et d'enquêtes qualitatives menés ces dernières années dans différents territoires « régionaux » francophones (Nouvelle-Aquitaine, Grand Ouest, PACA, Réunion, et Wallonie). Il convient également de noter que les sept articles constitutifs de ce numéro spécial sont tous issus de communications présentées lors des 13^{es} Journées de recherches en sciences sociales INRA-SFER-CIRAD de Bordeaux, en décembre 2019³.

Le dossier propose une double entrée progressive. La première partie amorce ainsi le propos à une échelle micro/méso sur les questions de la performance des SAAT, tandis que la seconde partie décentre progressivement la réflexion sur celles des trajectoires de construction territoriale des systèmes agricoles et alimentaires.

La première partie du dossier, composée de quatre articles, ambitionne de comprendre la place structurante des CAP, en focalisant l'analyse sur leurs performances à différents niveaux (collectifs, filières, exploitations). En effet, si génériquement, la performance est définie comme la réalisation d'objectifs organisationnels construits socialement, l'ambition ici est de faire dialoguer et de mettre à jour les interactions, les imbrications inter-échelles qui répondent à la nécessité d'évaluer mais aussi de comprendre la performance à un niveau global, dans une approche multidimensionnelle (Corade *et al.*, 2022).

La contribution de Alonso-Ugaglia *et al.* s'intéresse aux rôles joués par les CAP dans la définition et la réalisation de la performance des exploitants et des exploitations. À partir de l'expression des attentes des agriculteurs engagés dans ces circuits, l'analyse repose sur l'objectivation du discours de 48 producteurs vendant tout ou partie de leurs produits en CAP en Aquitaine. L'article montre que les attentes de ces agriculteurs, pour eux-mêmes et vis-à-vis de leurs parties prenantes, sont autocentrées et se concentrent sur deux des trois dimensions du développement durable (économique et sociale). Explicitant un peu plus la « promesse de différence » portée par les CAP, celle-ci tend à s'exprimer du côté de ces agriculteurs aquitains, plutôt en termes de répartition de la valeur ajoutée et de bien-être au travail pour les CAP, mais aussi très peu (voire pas du tout) en référence à la dimension environnementale.

Ensuite, l'article de Noel *et al.* centre son analyse sur les performances des CAP dans leur structuration d'une filière particulière, l'approvisionnement local de la restauration hors domicile wallonne, via des structures d'intermédiation. Y est particulièrement interrogée la question des contours organisationnels à donner à ces dispositifs intermédiaires. À partir d'un travail de recherche-action participatif et inclusif, 13 modèles organisationnels de structures intermédiaires sont esquissés par les acteurs mobilisés dans le cadre de trois ateliers. L'analyse de la performance de ces schémas organisationnels est couplée à celle des proximités alimentaires territoriales, qui y sont différemment mobilisées et activées. En effet, si les modèles organisationnels s'accordent en termes de dimensions fonctionnelles (administratives, logistiques), géographiques (échelle provinciale) et relationnelles (communication, sensibilisation), des dissonances s'observent en matière de ressources économiques et de gouvernance politique.

De leur côté, Lanzi et Maréchal analysent les conditions de performances d'un réseau coopératif engagé dans les CAP à l'échelle régionale wallonne : le Collectif des Coopératives Citoyennes pour le Circuit Court (le collectif 5C). Partant de l'idée que les CAP sont des innovations de niche dont la portée transformative est restreinte par une viabilité encore fragile, cet article décrit

3. <https://www.sfer.asso.fr/event/view/39>

INTRODUCTION

une stratégie de pérennisation encore peu investiguée : la formation d'une structure collective, située à un niveau méta-organisationnel. En mobilisant les théories de la transition, il apparaît que cette stratégie inter-coopérative coïncide avec la formation d'une « niche globale », espace au sein duquel se consolident des principes communs aux différentes initiatives de niches susceptibles de bousculer les normes établies du secteur agro-alimentaire. Par la caractérisation de la trajectoire de développement du collectif 5C, cette étude met en lumière une voie de transition potentiellement prometteuse que les CAP wallons semblent emprunter.

Enfin, dans la lignée de cette contribution, celle de Scorsino *et al.*, analyse l'activation de ressources sociales au sein d'un collectif de producteurs engagés en CAP dans le Vaucluse. En mobilisant l'analyse de réseaux sociaux, et via l'étude de la diversité des ressources échangées ainsi que des coopérations entre les membres, la contribution montre le rôle joué par le groupe et par les relations sociales dans les activités agricoles. Ce travail met en avant le rôle déterminant du collectif pour l'autonomisation, de même que l'intégration locale des agriculteurs. Il montre que la proximité organisée mobilisée au sein du collectif crée un réseau d'interactions dense et cohésif, faisant du collectif un potentiel lieu d'innovations, voire une innovation en soi.

Construite autour de trois contributions, la seconde partie de ce numéro spécial cherche plutôt à comprendre, à une échelle plus macro, les modalités de construction territoriale de ces SAAT. Elle centre donc son analyse à travers des descriptions et des lectures de leur fonctionnement d'ensemble à l'échelle territoriale (méthodes, cadrages) ; des jeux d'acteurs (et de leurs réseaux) ; des flux alimentaires (pour un système ou un sous-système) ; des modes d'action publique (négociation, effets, régulations). Elle cherche ainsi à mieux saisir les trajectoires territoriales dans lesquelles ces systèmes émergent et se développent. Tout en pointant, de manière sous-jacente, la place qu'occupent les CAP dans ces dynamiques collectives, notamment celles amorcées dans les projets alimentaires territoriaux (PAT).

L'article de Banzo *et al.* questionne la dimension territoriale de ces projets qui visent à reterritorialiser l'agriculture et l'alimentation, avec, pour point de mire, la mise en œuvre d'un SAAT. Autrement dit, il pose frontalement la question du territoire qui fait projet alimentaire. À partir de l'observation de trois PAT de Nouvelle-Aquitaine, portés initialement par une métropole, un pays et un collectif citoyen, ce travail de recherche montre que si le T des PAT correspond le plus souvent à des limites institutionnelles (donc existantes et reconnues par les acteurs), il n'est pas figé pour autant. L'interaction entre territoire et gouvernance, différente suivant les situations locales, conduit donc à donner des sens différenciés au T des projets alimentaires de territoire.

Dans un contexte où la transition agri-alimentaire semble se cristalliser autour d'un nouveau référentiel localiste, l'article de Darrot *et al.* confronte les rythmes de transition de quatre grandes agglomérations du Grand Ouest français aux étapes clés des évolutions nationales sur ces sujets. Les frises chronologiques de la gouvernance alimentaire à l'échelle des aires urbaines réalisées pour Rennes, Caen, Angers et Poitiers montrent des différences de trajectoires liées notamment aux contextes territoriaux et des réseaux d'acteurs qui les caractérisent. Par ailleurs, elles montrent que dans trois des quatre villes, ces transitions locales sont antérieures à l'étape nationale située en 2014 (naissance des PAT), signalant que l'ancrage national de la transition s'est enraciné dans des dynamiques locales préalables.

Le dernier article de ce numéro, signé par Brial *et al.*, aborde les questions de transition des SAAT dans un contexte insulaire singulier : celui de la Réunion. Revenant sur les concepts d'autonomie, de sécurité et de résilience alimentaire, l'article montre en quoi la résilience alimentaire apparaît plus adaptée aux enjeux de ce territoire insulaire. Dans ce contexte, atteindre la sécurité alimentaire et nutritionnelle et répondre à la double problématique de dépendance et de

précarité alimentaires nécessite de promouvoir une résilience dynamique et systémique, produit d'un équilibre entre le modèle libre-échangiste et l'autonomie alimentaire. La résilience passe alors par la préservation des ressources et la relocalisation des approvisionnements en cherchant davantage à produire localement et à correspondre aux habitudes alimentaires insulaires.

Les sept articles proposés dans ce numéro contribuent ainsi à l'ensemble des réflexions sur les liens entre territorialisation des systèmes agricoles et alimentaires et transition. Ils participent à montrer, au travers de nombreux exemples, d'une diversité de terrains et via des questionnements différents, la portée transitionnelle des initiatives de reterritorialisation de l'alimentation actuellement à l'œuvre. ■

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Bui S., Cardona A., Lamine C., Cerf M. (2016). "Sustainability transitions: Insights on processes of niche-regime interaction and regime reconfiguration in agri-food systems". *Journal of Rural Studies*, n° 48, pp. 92-103.
- Chazoule C., Le Velly R., Désolé M., Fournier S., Joyet L., Molégnana F., Paris J. L., Trognon L. (2022). PSDR4 SYAM – À la recherche des Systèmes alimentaires du milieu. *Innovations Agronomiques*, n° 86, pp. 391-404.
- Chiffolleau Y. (2018). *Les circuits courts alimentaires. Entre marché et innovation sociale*. Toulouse, Érès, 174 p.
- Chiffolleau Y., Breger B., Coudray M. (2017). *État des lieux des connaissances sur les circuits courts alimentaires*. Paris, RMT Alimentation locale, Fiche synthèse, 12 p.
- Corade N., Alonso Ugaglia A., Lemarié-Boutry M., Smith A., Carayon D., Chamard C., Del'homme B., Gomez A., Pérès S., Zahm F. (2022). PSDR4 Perfecto – La performance des circuits courts de proximité : une approche compréhensive des attentes des acteurs. *Innovations Agronomiques*, n° 86, pp. 375-389.
- Deverre C., Lamine C. (2010). Les systèmes agroalimentaires alternatifs. Une revue de travaux anglophones en sciences sociales. *Économie rurale*, n° 317, pp. 57-73.
- FAO (2018). *Les 10 éléments de l'agroécologie. Guider la transition vers des systèmes alimentaires et agricoles durables*. Rome, Italie, 15 p.
- Gliessman S. (2016). Transforming food systems with agroecology. *Agroecology and Sustainable Food Systems*, vol. 40, n° 3, pp. 187-189, <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/21683565.2015.1130765>.
- Le Velly R., Chazoule C., Crosnier M., Désolé M., Fournier S. (2021). Comment « faire SYAM » ? Observation de trois circuits alimentaires territorialisés. *Sociologies pratiques*, n° 43, pp. 129-137.
- Le Velly R. (2017). *Sociologie des systèmes alimentaires alternatifs. Une promesse de différence*. Paris, Presses des Mines, 200 p.
- Malassis L. (1994). *Nourrir les Hommes*. Paris, Flammarion, 126 p.
- Maréchal G. (2008). *Les circuits courts alimentaires. Bien manger dans les territoires*. Dijon, Educagri, 214 p.
- Maréchal K., Plateau L., Holzemer L. (2019). La durabilité des circuits courts, une question d'échelle ? L'importance de court-circuiter les schémas classiques d'analyse. *Économie rurale*, n° 367, pp. 45-60.
- Muchnik J., (de) Sainte Marie C. (2010). *Le temps des Syal. Techniques, vivres et territoires*. Versailles, Éditions Quæ, 320 p.
- Muchnik J., Sanz-Cañada J., Torres Salcido G. (2008). Systèmes agroalimentaires localisés, état des recherches et perspectives. *Cahiers agricultures*, vol. 17, n° 6, pp. 513-519.
- Mundler P., Rouchier J. (2016). *Alimentation et proximités : jeux d'acteurs et territoires*. Versailles-Dijon, Quæ-Educagri, 462 p.
- Noel J., Margetic C., Lanzi F., Dogot T., Maréchal K. (2021). De l'importance des structures collectives territorialisées pour consolider la viabilité des circuits alimentaires de proximité. Le cas de Terroirs44 et de Paysans-Artisans. *Développement Durable & Territoire*, vol. 12, n° 1, 24 p., <https://journals.openedition.org/developpementdurable/18679>.
- Praly C., Chazoule C., Delfosse C., Mundler P. (2014). Les circuits de proximité, cadre d'analyse de la relocalisation des circuits alimentaires. *Géographie, économie, société*, vol. 16, pp. 455-478.
- Rastoin J.-L. (2015). Les systèmes alimentaires territorialisés : considérations théoriques et justifications empiriques. *Économies et Sociétés*, tome XLIX (11), Série Systèmes agroalimentaires, AG, n° 37, pp. 1155-1164.
- Réseau CIVAM (2017). *Les systèmes alimentaires et agricoles territorialisés Replacer l'alimentation au cœur des territoires*. Paris, CIVAM-AFIP, 48 p.
- Requier-Desjardins D., Roudart L. (2019). Introduction. Les circuits courts alimentaires : regards croisés entre l'Amérique

- latine et l'Europe occidentale. *Économie rurale*, n° 367, pp. 7-11.
- Rouillé d'Orfeuil H. (2018). *Transition agricole et alimentaire : la revanche des territoires*. Paris, Charles Léopold Mayer, 250 p.
- Rossi A. (2017). Beyond Food Provisioning: The Transformative Potential of Grassroots Innovation around Food. *Agriculture*, vol. 7, n° 1, 6 p.
- Sanz Cañada J. S., Muchnik J. (2011). Introduction. Ancrage et identité territoriale des systèmes agroalimentaires localisés. *Économie rurale*, n° 322, pp. 4-10.
- Schot J., Geels F.W. (2008). Strategic niche management and sustainable innovation journeys : Theory, findings, research agenda, and policy. *Technology Analysis & Strategic Management*, vol. 20, n° 5, pp. 537-554.